

Des petits détails avec des conséquences inattendues : oralité, enregistrement des audiences et qualité des jugements dans la procédure civile espagnole

Fernando GASCON INCHAUSTI
Professeur à la Universidad Complutense de Madrid (Espagne)

Une des principales nouveautés du nouveau Code de Procédure Civile espagnol (2000) a été le pari décidé pour l'oralité : le nouveau Code a transformé une procédure civile écrite en une procédure dans laquelle l'oral joue un rôle fondamental.

Le point de départ était le caractère écrit de la procédure civile avant le nouveau Code : il existait une procédure orale, mais réduite aux affaires de très faible importance. En plus, l'oralité devenait en pratique quelque chose de plutôt volontaire : il était habituel de substituer les actes oraux par des résumés ou des conclusions écrites, qui n'étaient pas prévues dans la loi, mais qui étaient acceptées de bon gré par les juges.

La nouvelle législation a bien changé non seulement les règles pour introduire l'oralité, mais surtout la pratique des actes de procédure qui doivent se dérouler oralement (notamment, les audiences pour la pratique des preuves).

À ce but, le nouveau Code consacre comme garantie essentielle de la procédure civile l'immédiateté, liée à l'oralité : puisque le jugement doit être rendu à la suite d'une audience où l'on sent les plaidoiries des parties et à laquelle sont pratiquées les preuves, il est nécessaire que le juge soit présent à l'audience et que lui-même rende le jugement. D'une façon plus précise, le Code énonce les activités auxquelles le juge doit être présent : l'interrogatoire et les dépositions des parties et des témoins, la reconnaissance de personnes, objets et endroits, la reproduction du son, de l'image ou des données, ainsi que les explications orales des experts à l'égard de leurs rapports. L'infraction de ces règles sur l'immédiateté aura pour conséquence la nullité de plein droit des actes, qui peut être soulevée d'office.

Étroitement liée aussi à l'oralité et à l'immédiateté se trouve la garantie de la concentration des actes : les audiences doivent concentrer toute l'activité prévue ; s'il n'est pas possible de finir dans une séance, les

suivantes devront avoir lieu le lendemain. Si l'audience est interrompue, elle devra continuer là où elle était arrêtée ; cependant, si l'interruption a duré plus de vingt jours, alors il faudra tout recommencer : il y aurait le danger que les actes plus récents l'emportent sur les plus lointains seulement à cause de la distance dans le temps.

Il faut également tenir compte des mécanismes pour documenter les audiences orales, et ceci est beaucoup plus important qu'il ne semble. Traditionnellement, le greffier dressait un procès-verbal qui, malheureusement, n'était pas d'habitude très précis ni très détaillé. Le nouveau Code a changé à ce point la règle : les actes qui ont lieu aux audiences devront être enregistrés à travers des systèmes d'enregistrement du son et de l'image.

Pour le faire, on emploie normalement une caméra digitale et on enregistre sur DVD. Il y en a une dans toutes les chambres d'audience des juridictions civiles. C'est un fonctionnaire de la cour qui s'occupe de l'enregistrement. Le greffier est responsable d'assurer l'authenticité et de garder les DVD (et les parties ont le droit d'obtenir des copies des enregistrements, à leurs dépens).

En tout cas, le secrétaire doit dresser un procès-verbal ; mais quand on enregistre l'audience, il doit y consigner seulement les prétentions des parties et les décisions du juge, ainsi que les circonstances et les événements qui ne soient pas passibles d'enregistrement.

Certaines conséquences –positives dans tous les cas– se sont découlées de cette règle d'enregistrement des audiences :

a) L'oralité est devenue réelle : il n'est plus possible de substituer les actes oraux par des écrits, comme il arrivait auparavant.

b) Les avocats préparent mieux leurs interventions : ils savent qu'une bonne intervention orale et un bon rôle dans les interrogatoires peuvent être décisifs pour la décision du litige ; et ils savent aussi que, en cas d'appel, le tribunal supérieur verra les enregistrements.

c) Les juges sont contraints à avoir bien préparé l'audience : ceci conduit à une meilleure connaissance du litige dès le début, qui lui permet de mieux gérer la procédure et, surtout, qui est nécessaire pour que le jugement soit une véritable réponse au litige qui lui a été présenté par les parties.

d) Un renforcement de toutes les preuves et, surtout, des preuves différentes aux documents et aux expertises (interrogatoire des témoins et des parties): le juge peut toujours revoir l'audience à son bureau avant de prendre une décision et rédiger son jugement.

e) Un meilleur contrôle en appel : les parties ont le droit de formuler appel parce qu'elles considèrent que le juge d'instance n'a pas apprécié correctement la valeur des preuves. Avec un procès-verbal écrit ce contrôle n'était possible que dans des cas extrêmes ; maintenant, les juges d'appel peuvent revoir l'audience et décider sur les preuves et sur les faits.

f) Un renforcement de la publicité : le juge n'est plus seul devant les parties et les assistants à l'audience, mais il se retrouve aussi devant tous ceux qui pourront voir l'enregistrement dans le futur. Un exemple extrait de la jurisprudence le montre clairement: dans une procédure en matière de divorce, la cour d'appel, après avoir vu la vidéo, a apprécié que l'attitude du juge d'instance pendant l'audience n'avait pas été correcte à l'envers des parties et de leurs avocats, étant impropre d'une juridiction ; la cour d'appel a donc décidé de renvoyer la vidéo à l'autorité compétente pour faire une enquête et punir le juge d'instance.

Les règles légales en matière d'immédiateté, concentration et documentation visent à assurer une oralité réelle : mais c'est surtout le devoir d'enregistrement qui a forcé la célébration des audiences et qui a servi à transformer une procédure écrite en une procédure orale. Sans ce devoir d'enregistrement, on aurait subi le risque de détournements aux règles légales, comme il était déjà arrivé dans le passé. Il est donc compréhensible qu'un des plus grands soucis du Ministère de la Justice ait été de fournir des moyens techniques pour l'enregistrement toutes les juridictions civiles d'Espagne avant l'entrée en vigueur du nouveau Code. Ce qui, pour certains, était un « petit détail », une « question mineure », a été la clé pour l'introduction de l'oralité et, donc, pour l'amélioration visible qu'a éprouvée la justice civile en Espagne avec le nouveau Code de Procédure Civile.

Avec le système antérieur de procédure civile écrite, une des plaintes les plus habituelles des avocats espagnols était que le juge n'était pas parvenu à comprendre quel était le litige, ce qui y était important et ce qui était plus secondaire. La faute était, en partie, des juges, qui n'étudiaient l'affaire qu'au moment de préparer le jugement ; mais aussi des avocats,

habitués à s'exprimer par écrit et à négliger les preuves et les audiences orales. Grâce à l'oralité –forcée, de manière un peu inattendue par l'enregistrement des audiences– les avocats et les juges ont changé d'attitude face à la procédure civile : ils jouent forcément des rôles plus actifs, qui permettent d'arriver d'une façon plus directe aux questions de fait et de droit et qui assurent une meilleure qualité du système judiciaire.